

# Nouvelle pétition de soutien au peuple Guarani Kaiowá

jeudi 22 novembre 2012



**La revue Veja a publié un article raciste, discriminatoire et plein de mensonges sur le peuple Guarani Kaiowá.**

**Vous pouvez contribuer à garantir aux Indiens un droit de réponse en signant la pétition (en portugais)**

[Pétition pour le droit de réponse des Indiens Guarani Kaiowá](#)

***Pourquoi est-ce important de signer cette pétition ?***

« Quand ce qui est écrit n'est pas correct, cela tue un peuple », ont affirmé les professeurs Guarani-Kaiowá suite à l'article publié dans la revue Veja le 4 novembre sur la lutte de leur peuple pour leurs territoires traditionnels.

Sous le titre « *L'illusion d'un paradis* » (dans la revue papier) et « *La vision médiévale des anthropologues laisse les indiens dans la pénurie* » (sur internet), le reportage part d'une vision tout à fait partielle de la situation sociopolitique et territoriale au Mato Grosso do Sul, car il affirme que les indigènes veulent construire « *une grande nation guarani* » dans « *la zone la plus productive de l'agrobusiness au MS* ». Les Indiens ont été démoralisés par les informations délibérément déformées concernant leur action au niveau politique et celle des organisations qui travaillent dans la région, qualifiées de manipulatrices avec « *une perception médiévale du monde* ». La vision des journalistes est irresponsable et criminelle car elle stimule la peur, la haine et le racisme, ce qui apparaît clairement dans le passage suivant : « *le reste du Brésil prie pour que les anthropologues n'aient pas l'intention de conduire les Kaiowás dans d'autres Etats, car, sous peu, tout le territoire brésilien pourrait être réclamé par les tuteurs des indiens* ».

**Le reportage signé par les journalistes Leonardo Coutinho e Kalleo Coura**, n'a pas raté « *l'occasion de présenter une fois de plus les Guarani Kaiowá comme des êtres incapables, comme si nous les Indiens nous n'étions pas des êtres humains pensants. On apparaît comme des sauvages et des idiots* » a écrit le Conseil de l'Aty Guasu, l'assemblée Guarani Kaiowá, dans une note publique diffusée le 5 novembre.

Le document rejette « *la position raciste et discriminatoire qui a été publiée* » et réaffirme l'autonomie des Guarani Kaiowá au niveau de son organisation ainsi que leur autonomie politique dans la lutte pour la récupération de leurs territoires. « *La lutte pour nos terres traditionnelles est exclusivement nôtre. Nous sommes les protagonistes et les auteurs de la lutte pour les terres indiennes. Et nous y impliquons les agents de l'Etat brésilien, les agents des ONG et tous les citoyens du Brésil et d'autres pays du monde* » a affirmé l'Aty Guasu. Cette assemblée dénonce aussi le caractère diffamatoire du reportage qui propage la haine contre les indiens et vise ainsi à « *dresser un peuple contre un autre peuple, opposer les non indiens aux indiens. Un tel article ne fait pas de l'éducation. Au lieu de donner la vie, il apporte la mort* »

La conjoncture est extrêmement défavorable aux Guarani Kaiowa. A un moment où on essaie de négocier afin de dépasser les conflits entre Indiens et propriétaires fonciers au Mato Grosso do Sul, la revue s'obstine à chauffer les esprits de ses lecteurs ruralistes. L'article présente une série d'informations fausses ou déformées.

1. Le reportage présente une image déformée des Indiens qui apparaissent dépendants des organismes publics et privés, consommateurs de drogues et otages des intérêts d'individus ou d'organisations étrangères aux communautés. Cette image stimule le racisme, la haine et les préjugés à l'encontre des indiens, ce qui pourrait intensifier les tensions et la violence à leur encontre.
2. Le reportage mentionne aussi des préjugés contre la société non indienne lorsqu'il affirme que la population qui soutient la cause des Indiens est manipulée. L'Aty Guasu souligne que « la revue Veja considère que les citoyens qui manifestent seraient ignorants et ne connaîtraient pas la situation des Guarani Kaiowá ».
3. L'article omet de parler des prises de position publiques des Guarani Kaiowá organisés en Aty Guasu.
4. L'article défigure le contenu de la lettre des Kaiowá de Pyelito Kue, en imputant leurs dénonciations à des organisations extérieures et en affirmant que le CIMI en est l'auteur. Cela pour corroborer la thèse que les Guarani Kaiowá sont manipulés par le CIMI, les anthropologues et la FUNAI.
5. Les informations et les accusations n'ont pas été vérifiées. Les organisations mentionnées dans l'article et notamment le Conseil indigène missionnaire (CIMI) n'ont jamais été contactés.
6. Les sources sont questionnables. L'anthropologue cité, Edward Luz, ne fait pas de recherches en lien avec les Guarani Kaiowá en tout cas pas dans le Mato Grosso do Sul. Ce missionnaire évangélique est directeur de l'Association des missions transculturelles brésiliennes liée à Missão Novas Tribos do Brasil, section brésilienne de l'ONG internationale New Tribes Mission. Cette organisation a déjà été expulsée de plusieurs villages indiens ou interdite d'entrée dans ces villages par l'organisme officiel brésilien FUNAI (Fondation Nationale de l'Indien).
7. Les journalistes ont fait preuve de mauvaise foi en utilisant des informations démenties depuis longtemps (par les Indiens, par les anthropologues et par la FUNAI) par rapport à la soi-disant carte de la « Nation guarani » et à la démarcation continue des terres du sud de l'Etat du MS.
8. Il y a une seule ligne d'interview d'un Indien, mais hors contexte.

**Le Conseil de l'Aty Guasu et la Commission des professeurs Guarani Kaiowá dénoncent l'attitude criminelle de la revue Veja. Ils exigent une enquête rigoureuse et la punition des responsables ainsi qu'un droit de réponse dans la revue Veja. Ils demandent au Ministère public fédéral de prendre les mesures qui s'imposent. La presse est libre mais elle ne doit pas publier de mensonges. Les Guarani Kaiowá ne veulent plus que l'on continue à les considérer comme**

**des irresponsables.**